



## La transition vers les IFRS : progrès et défis

En septembre 2009, les membres du Réseau canadien des comités de vérification (RCCV) ont convenu de discuter régulièrement, pendant toute l'année 2010, des progrès et défis relatifs au passage des principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada aux Normes internationales d'information financière (IFRS). L'année 2010 est l'année charnière qui doit mener à la mise en œuvre intégrale des IFRS, en 2011. En septembre dernier, les membres du RCCV ont mis en lumière les nombreux défis qui les attendent. Ils devront notamment veiller à ce que les plans de travail soient suffisamment rigoureux, de façon à prévoir suffisamment de temps pour la mise au point des systèmes requis pour générer rapidement des données financières vérifiables, aller au-delà de la formation des membres du conseil d'administration et du comité de vérification, et surmonter des défis d'une portée plus globale quant à la communication des nouvelles normes sur le marché.<sup>1</sup>

Lorsqu'ils se sont réunis le 19 janvier dernier, les membres du RCCV ont souligné que des progrès importants ont été accomplis depuis septembre. Plus particulièrement, les présidents de comités de vérification se sont montrés davantage confiants quant aux perspectives de collaboration entre la direction et les vérificateurs externes. (Plusieurs ont souligné que les vérificateurs externes de leur société ont contribué à faire pression auprès de la direction pour qu'elle prenne les choses en mains et veille à ce que tout soit prêt à temps.)

Toutefois, il reste encore des défis à surmonter :

- **Faire en sorte que tous les administrateurs participent aux efforts de conversion** – Un membre du RCCV a décrit en ces termes le défi auxquels font face les présidents de comités de vérification lorsqu'ils cherchent à faire en sorte que tous les administrateurs de leur société s'intéressent aux IFRS : «Dans les réunions du conseil d'administration, les administrateurs veulent savoir quelles incidences découleront réellement du passage aux IFRS, mais les détails ne les intéressent pas. C'est comme s'ils restaient toujours un peu étrangers aux problèmes liés à la conversion aux nouvelles normes.» Afin d'inciter les administrateurs de sa société à s'engager plus rapidement dans la conversion aux IFRS, l'un des membres du RCCV, conjointement avec le comité de gouvernance, a demandé que le conseil d'administration dans son ensemble soit appelé à approuver les états financiers du premier trimestre de 2011. Plusieurs membres du RCCV ont fait part de leur intention de proposer cette mesure au conseil d'administration de leur société. Les membres du RCCV ont également insisté sur la nécessité que tous les membres du conseil d'administration aient une connaissance suffisante du nouveau référentiel comptable.
- **Comprendre parfaitement les décisions que la direction est appelée à prendre** – Certains membres du RCCV ont posé des questions sur le processus d'approbation des décisions relatives à la sélection des méthodes comptables que leur société est amenée à prendre et qui sont susceptibles d'avoir une incidence considérable sur ses résultats financiers. La plupart des comités de vérification n'approuvent pas à l'avance les décisions touchant les méthodes comptables, et certains membres du RCCV ont fait

<sup>1</sup> Voir le numéro d'octobre 2009 de [VantagePoint](#).



valoir qu'approuver les états financiers une fois que les décisions ont été prises revient à entériner implicitement ces dernières. Des membres du RCCV ont dit souhaiter que le comité de vérification intervienne plus tôt dans le processus. «Je veux être mis au courant des questions sur lesquelles le conseil d'administration est appelé à se prononcer et connaître les raisons qui motivent ses décisions», a expliqué l'un d'eux.

- **Communiquer l'information sur le marché** – Étant donné que la comptabilité n'est pas une science exacte, des membres du RCCV ont souligné qu'en cas de différences importantes dans les résultats financiers de leur société selon les IFRS et selon les PCGR du Canada, il faudra bien que des explications soient fournies sur le marché. «Il sera particulièrement important de soigner les relations avec les investisseurs, et le conseil d'administration devra s'en mêler davantage», a souligné l'un des participants à la réunion. Plusieurs membres du RCCV ont évoqué l'antagonisme entre les attentes de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario relativement à l'information à communiquer et l'embarras des dirigeants et administrateurs des entreprises, qui préféreraient attendre d'avoir une meilleure idée des répercussions de la conversion aux IFRS sur leur société. L'Institut Canadien des Comptables Agréés a quant à lui publié dans son site Web des exemples d'informations à fournir, que certains membres du RCCV ont trouvés utiles.
- **Répondre à la définition d'expert financier** – Les membres du RCCV travaillant pour des sociétés inscrites à la SEC ou cotées à la Bourse de New York ont exprimé leur crainte de ne pas répondre à la définition d'expert financier. «Je ne me considère pas comme un expert en IFRS», a affirmé l'un d'eux. «Nous ne comptons en nos rangs aucun expert en IFRS; nous n'avons pas d'expérience avec ce nouveau référentiel comptable», a renchéri un autre. Des membres du RCCV ont dit vouloir se tourner vers les vérificateurs de leur société pour qu'ils leur donnent de la formation supplémentaire, de façon à ce qu'ils puissent combler leurs lacunes, le cas échéant.
- **Savoir à quoi s'en tenir quant à l'adoption des IFRS par les États-Unis** – Certains membres du RCCV ont exprimé leur inquiétude face aux problèmes qui pourraient découler du délai avant la date de passage aux IFRS aux États-Unis, et peu d'entre eux s'attendent à ce que le nouveau référentiel comptable y soit adopté avant 2015.

## Au sujet du présent document

Le Réseau canadien des comités de vérification (RCCV) est un groupe de présidents de comités de vérification de grandes sociétés qui se sont engagés à améliorer la performance des comités de vérification et à promouvoir la confiance envers les marchés des capitaux. Les réunions du RCCV, qui sont organisées par Ernst & Young et orchestrées par Tapestry Networks, visent à faciliter l'accès aux nouvelles meilleures pratiques ainsi que le partage des connaissances sur les principaux enjeux auxquels est confronté le secteur de la vérification, dans un nouvel environnement.

*Les points de vue exprimés dans le présent document vont dans le même sens que ceux que défend le Réseau canadien des comités de vérification (RCCV). Ils ne coïncident pas nécessairement avec l'opinion individuelle des membres du réseau, ni avec le point de vue de leur société, d'Ernst & Young ou de Tapestry Networks. Pour obtenir un avis particulier, veuillez consulter vos conseillers. Ernst & Young désigne l'ensemble des membres d'Ernst & Young Global, y compris la société membre Ernst & Young LLP, aux États-Unis.*

*Le présent document a été préparé par Tapestry Networks, et les droits d'auteur qui y sont associés sont la propriété d'Ernst & Young. Son contenu peut être reproduit et diffusé, mais uniquement dans son intégralité, avec toutes les notices relatives à la protection des droits d'auteur et des marques de commerce.*



### **Annexe : Participants à la réunion**

- Bev Briscoe, présidente du comité de vérification de Goldcorp
- John Caldwell, président du comité de vérification d'IAMGOLD
- Denis Desautels, président du comité de vérification de Bombardier
- Alan Horn, président du comité de vérification de Fairfax Financial Holdings
- Alice Laberge, présidente du comité de vérification de Potash Corporation
- Jean La Couture, président du comité de vérification de Quebecor
- David Leslie, président du comité de vérification d'Enbridge
- Jane Peverett, présidente du comité de vérification d'EnCana
- Ted Reevey, président du comité de vérification de Bell Aliant

Participants d'Ernst & Young Canada :

- Colleen McMorrow, associée senior de service à la clientèle et leader, Technologie, communications et divertissement pour la région du Grand Toronto
- Lou Pagnutti, associé directeur régional, président et chef de la direction
- Rob Scullion, associé directeur du groupe Certification

Après la réunion du RCCV, les membres dont les noms figurent ci-après ont participé à une téléconférence sur les mêmes thèmes. Certains commentaires formulés dans le cadre de cette téléconférence ont été intégrés au présent document.

- Brian Canfield, président du comité de vérification de Suncor
- John Clappison, président du comité de vérification de Cameco et de Canadian Real Estate Investment Trust (CREIT)
- Eileen Mercier, présidente du comité de vérification du Groupe CGI
- Thomas O'Neill, président du comité de vérification de Loblaw
- Barbara Stymiest, présidente du comité de vérification de Research in Motion
- Vic Young, président du comité de vérification de la Banque RBC